

Gauche, anti-austérité et anticapitalisme, en finir avec la confusion

Par Nathanaël Uhl, journaliste, auteur du [Cri du peuple](#), membre du PCF

Un spectre hante l'Europe : l'anti-austérité. La locution fait florès qui désigne le refus des abus du capitalisme. Il remplace le mot d'ordre qui faisait florès dans les années 2000, l'anticapitalisme. Nul ne saurait nier que la contestation du capitalisme soit une bonne chose. Mais, dans une période de déshérence idéologique de la gauche comme elle en a rarement traversé, ce regain de l'anti-austérité porte également, et c'est là le danger, de graves possibilités de confusion idéologique. C'est autour de ce marqueur que des confluences peuvent se nouer, comme l'a illustré, ces dernières années, la dérive de l'économiste Jacques Sapir. Outre la contestation du capitalisme, il est bon de rappeler ce qui constitue l'identité de la gauche et, en son sein, plus particulièrement du courant socialiste.

En préalable, l'austérité prépare le nouvel âge du capitalisme

Une réalité hante l'Europe : l'austérité. Elle ne constitue pourtant pas un accident de parcours ou une réponse à une crise conjoncturelle de l'économie. L'austérité est inhérente au nouvel âge du capitalisme. Depuis les années 1980, le capitalisme est entrée dans une phase où la production de richesses physiques, dans les pays occidentaux, rapporte bien moins que la spéculation boursière et les dividendes liés à la généralisation de l'actionariat. L'accumulation de richesses, dont l'oligarchie s'approprie l'essentiel, ne passe désormais plus par la production de biens matériels dans la vieille Europe. Les fortunes se bâtissent mieux, selon les critères de la classe possédante, au travers des profits financiers.

La fermeture de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois ainsi que la suppression de quelque 8 000 postes de travail par le automobile groupe en France s'inscrivent dans ce cadre autant qu'elles l'illustrent. En effet, en même temps, PSA se développe fort bien au Maghreb et au Brésil, où les marchés émergents et la montée en puissance d'une « classe moyenne » structurée, alliée à la faiblesse des salaires offerts aux ouvriers, maintiennent débouchés économiques et plus-values importantes. Ce qui n'est pas le cas en France. Dans l'hexagone, le secteur d'activité qui rapporte le plus au groupe PSA reste le secteur financier... Dans un pays où l'on compte 600 000 véhicules individuels pour un million d'habitants, sauf à développer des automobiles adaptées à la demande en moyen de locomotion propre, il n'y a rien à attendre d'un point de vue capitaliste. Mais la recherche,

ça coûte cher et ne rapporte qu'à long terme. Pendant ce temps, les actionnaires doivent se contenter de la portion congrue et d'un bénéfice qui, pour confortable qu'il soit, n'atteint pas les rendements attendus. Exit donc la production automobile. C'est de la même manière qu'en Espagne, le gouvernement Rajoy a procédé à la liquidation de l'extraction charbonnière. « Au nom de la concurrence libre et non faussée », se dessine une spécialisation géographique des activités du capital. La suppression des aides publiques aux charbonnages espagnols est intervenue, en 2012, de manière concomitante avec la mise en œuvre par le Partido Popular au pouvoir d'un plan d'austérité de 65 milliards d'euros. C'était là la contrepartie aux 100 milliards d'euros de prêts consentis par la Banque centrale européenne en vue de recapitaliser le secteur bancaire ibérique.

On voit bien la concordance des mesures : arrêt d'une activité de production d'un côté, remise en état du bras armé de la finance outre Pyrénées. La « crise » a bon dos. Derrière le plan d'austérité, c'est bien la construction d'un nouveau modèle économique et social qui est mis en œuvre à marche forcée par Rajoy et Bruxelles ¹. Si vous voulez avoir un aperçu de ce que produit ce genre de mutation, il faut faire un trajet de plusieurs centaines de kilomètres pour se rendre en Grèce. Dans ce pays-ci, l'Union européenne a posé clairement la donne : en finir avec les services publics, liquider le patrimoine commun à la population en privatisant tout ce qui peut l'être. La dette a bon dos. L'essentiel est de préserver le secteur bancaire, source des profits futurs.

Il faut aussi intégrer, dans ce nouvel âge du capitalisme, où la production de richesses n'est plus assise sur la production, le développement de l'économie immatérielle. Tout le monde est au fait des sommes considérables brassées et générées par l'économie du numérique, dont Facebook constitue la partie émergée de l'iceberg. Mais il y a aussi l'économie et la spéculation de la propriété intellectuelle. Prenons l'exemple des Fralib à Gemenos : ils ont dû abandonner la marque Elephant alors qu'elle n'était disponible qu'en France et constituait l'identité du savoir-faire des salariés désormais rassemblés dans la ScopTI avec la marque 1336 (le nombre des jours de grève qu'ils ont menés). La coopérative fonctionne mais il lui manque le plus important : l'historique qui va avec la marque Eléphant, qui était solidement installée dans le marché français. Autre exemple : Arcelor-Mittal. Les salariés pourraient fort bien faire redémarrer les hauts-fourneaux de Lorraine dans le cadre de coopératives mais, là encore, rien ne pourra être produit parce que Mittal a pris ce qui l'intéressait dans Arcelor : les brevets. Pour la production, le géant mondial dispose d'usines de production dans des pays où la main-d'œuvre est bien moins chère. Avec ses brevets d'origine France et, désormais, britannique, Mittal peut empêcher n'importe qui de produire de l'acier n'importe où dans le monde. Dernier exemple de cette économie spéculative sur la propriété intellectuelle : les processeurs ARM. Ils équipent la quasi-totalité des *smartphones* dans le

¹ Nathanaël Uhl, [En Espagne, la répression pour imposer un ordre nouveau](#), 12/07/2012

monde et, pourtant, ARM n'a aucune usine de productions de processeurs. La société se contente de vendre le droit à des fabricants de graver des puces conçues par ses soins. Spécialiste de la question, Julien Bernard, maître de conférences à l'université de France-Comté, affirme que *« ce modèle deviendra la norme du capitalisme de demain. Dans l'automobile, cette évolution est en cours depuis de nombreuses années. Les usines de pièces détachées sont quasiment toute filialisées, il ne reste quasiment plus que les sites d'assemblage dans le giron des marques. Demain, les usines d'assemblage seront également filialisées et il ne restera plus que le cœur de métier : la conception de la voiture. Le reste, le droit de fabriquer une voiture selon les plans, sera vendu au plus offrant (c'est-à-dire au moins disant social). Cet aspect des choses est le grand impensé de la gauche de notre temps. »*²

Ce projet « économique » a désormais vocation à s'étendre à l'ensemble de la planète. Il finalisera les mutations de fond (appelées « réformes structurelles ») des sociétés européennes. On le trouve entre les lignes du Mécanisme européen de stabilité (MES) et du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'union économique et monétaire (TSCG). Au cas où les gouvernements démocratiquement élus viendraient à vouloir s'émanciper du cadre politique fixé par les Commissaires européens, qu'ils ont eux-mêmes nommés, il est acté que les lois de finances, celles qui fixent les budgets des états, devront passer par la case « validation » à Bruxelles avant même que d'être débattues par les élus des nations... Le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), en cours de négociations entre l'Union européenne, les Etats-Unis et le Canada, constitue la dernière pierre à ce long et patient édifice. Si ce n'est pas se donner les moyens d'imposer son dogme idéologique, cela y ressemble pas mal.

L'économie ou la continuation de la politique par d'autres moyens

Ce nouvel âge du capitalisme amène à revenir sur les rapports entre politique et économie. L'économie est l'activité humaine qui consiste en la production, la distribution, l'échange et la consommation de biens et de marchandises. Dans une acceptation plus récente, ce serait une « science » qui étudie les rapports d'échange entre les êtres humains. En fait, l'économie, dans la société moderne, est pervertie, comme le souligne Jacques Généreux : *« La soumission aux lois de l'économie est l'habillement psychologiquement acceptable de la soumission des hommes à d'autres hommes »*³. L'économie a désormais pour objet

² Julien Bernard, entretien avec l'auteur, novembre 2015

³ Jacques Généreux, *Les Vraies lois de l'économie*, éditions du Seul, 2008

d'organiser la rareté d'une ou plusieurs marchandises pour qu'un nombre restreint d'individus puissent tirer un profit personnel. Une partie va échanger tel bien contre tel autre, le but étant que cet échange soit le plus profitable, in fine, à la dite partie. Le « bon sens populaire » montre bien que la rareté est à la base du processus : « *fonctionner à l'économie* » signifie faire avec peu ; « *faire des économies* », c'est se priver momentanément dans l'espoir que cela serve plus tard.

Mais pourquoi organiser la rareté ? La maîtrise d'un bien ou d'un service rare est source de profit : plus c'est rare, plus c'est profitable. Mais, surtout, la maîtrise d'une marchandise rare est source de pouvoir. Or, le pouvoir reste encore la base de la relation entre les êtres humains. Son organisation fait l'objet d'une autre « science » : la politique. L'économie n'existe donc pas en tant que telle, elle est la politique continuée par d'autres moyens, singulièrement dans le système politique connu sous le nom de capitalisme.

Le transfert, opéré depuis les années 80, au sein du Produit intérieur brut, sous couvert de baisses d'impôts et de cotisations sociales part employeur, du travail vers le capital admet autant qu'il entérine la domination politique de l'oligarchie sur les travailleurs. Qu'est-ce donc que cette part de cotisation sociale versée par l'entreprise ? Sa participation au financement de la Sécurité sociale, de l'assurance chômage, des pensions de retraite, des allocations familiales. Bref, ce que l'on appelle, en France, « *le salaire différé* », celui qui explique que, dans ce pays, un salarié perçoit moins que son homologue allemand dans l'instant mais plus quand il est en recherche d'emploi ou à la retraite. Ce transfert est complété par le fait que ce que ne paieront pas les entreprises le sera par tout le monde au travers de la hausse de la TVA. Ce « tout le monde » inclut les plus pauvres, les plus fragiles, les plus en besoin d'entre les habitants.

Partout en Europe, le compromis social bâti à la sortie de la seconde guerre mondiale et durant la période de croissance connue sous le nom de « 30 glorieuses » est totalement remis en cause. C'est donc la sanction d'un rapport de forces politiques à un moment donné. Le capital reprend ce qu'il estime être sien en partant du constat que le travail, dans des pays qui comptent plusieurs millions de chômeurs, n'est plus un service rare. Le capital peut donc, à loisir, déséquilibrer à son propre profit la balance dans la redistribution des richesses.

Le regain anti-austéritaire

Heureusement, il ne se passe désormais pas un jour sans que le front anti-austérité ne se renforce. Comme souvent, c'est dans la sphère intellectuelle que le mouvement a commencé à être lisible. Avec son brûlot *Le Capitalisme au XXI^e siècle*, Thomas Piketty n'a pas fait que relancer le débat politique sur la nature du capitalisme, il l'a rendu audible à l'échelle planétaire. Son ouvrage de 1 000 pages (en français) est le *best-seller* de l'année 2014 ⁴. Depuis, l'économiste français, adoubé par Paul Krugman, prix Nobel d'économie 2008, court les plateaux télé pour continuer à vulgariser sa thèse. Laquelle se retrouve, bon an mal an, au cœur des bougés politiques que chacun peut observer ces derniers temps.

La toute dernière nouvelle politique sur le front de la lutte contre l'austérité, à l'heure où ces lignes sont écrites, est l'alliance entre le parti socialiste et le *Bloco de Esquerda*, une des composantes de la gauche radicale, avec le soutien de l'alliance entre les Communistes et les Verts au Portugal. Cette victoire fait suite à un coup d'état institutionnel qui a vu le président de la République tenter d'imposer un gouvernement de droite minoritaire mais aligné sur les politiques de dérégulation impulsées par la Commission et la Banque centrale européennes. Pour donner corps à cette alliance inédite, sous la pression du Bloco et du PCP, le PS a abandonné les plans de privatisation exigés par la Commission européenne. Entre autres mesures, l'accord prévoit de restaurer les salaires et les retraites au niveau pré-mémorandum ⁵.

De l'autre côté de l'Atlantique, le gouvernement du Premier ministre libéral Trudeau se caractérise, lui aussi, par une politique de rupture avec les politiques d'austérité qui prévalaient auparavant. Il propose de réduire les impôts des classes moyennes en demandant au 1 % des Canadiens les plus riches de payer un peu plus ; il s'est engagé en faveur d'une relance des investissements dans les infrastructures moyennant trois ans de déficit budgétaire ⁶.

Plus tôt dans l'année, la gauche européenne a été secouée par la victoire de Jeremy Corbyn sur la base d'un agenda anti-austéritaire dans la désignation du nouveau leader du parti travailliste. Depuis son élection ⁷, le 12 septembre 2015, le nouveau chef de l'opposition au gouvernement conservateur de David Cameron a certes fait des compromis avec l'aile blairiste de son parti, notamment sur les questions internationales, mais a maintenu le cap sur un discours et un engagement contre les politiques de dérégulation et de réductions de la dépense publique menées par le leader conservateur. Jeremy Corbyn et son bras droit,

⁴ *The Guardian*, [Why is Thomas Piketty's book a bestseller?](#), 21/09/2014

⁵ Philippe Marlière, [Bloco de Esquerda : une stratégie pragmatique et radicale](#) pour *Regards*, 9/11/2015

⁶ France 24, [Justin Trudeau place le gouvernement canadien sous le signe de la parité et de la diversité](#), 5/11/2015

⁷ Nathanaël Uhl, [Corbyn prend les rênes d'un Labour repeint en rouge](#), Grey-Britain 12/09/2015

John McDonnell, ont d'ailleurs recruté Thomas Piketty, parmi d'autres économistes alternatifs, pour faire vivre un conseil en matière économique au service du Labour party.

Dans une même dynamique, toujours dans le champ de la gauche, en Belgique, les partis réformistes ont musclé le ton sur les politiques de casse sociale et les dirigeants des partis socialistes wallon et flamand ont ouvert la porte à un accord politique avec la gauche radicale incarnée par le Parti du travail belge. Le président du PS Elio Di Rupo a évoqué, dans un entretien croisé avec son homologue du Sp.A John Crombez publié dans *SudPresse*⁸, la possibilité de dégager une majorité passant par l'alliance de la famille socialiste avec Ecolo ainsi que le PTB. Cette ouverture a été réalisée sur la base d'une contribution fiscale des plus fortunés et du capital à la gestion de l'Etat et de la Sécurité sociale. Plusieurs propositions de loi ont d'ailleurs été déposées en ce sens au parlement.

Clairement, en Europe et en Amérique du Nord, les partis réformistes questionnent la 3^e voie blairiste qui a, longtemps, constitué leur boussole politique. Ils semblent aujourd'hui revenir aux fondamentaux d'une gauche redistributrice, campée sur la correction des inégalités sociales. Dans ce cadre, en février 2015, une quarantaine de dirigeants socialistes et socio-démocrates européens dont le Premier ministre français Manuel Valls et le suédois Stefan Lofven, le président du Parlement européen Martin Schulz, ou encore Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, avaient admis que *« l'austérité n'a pas marché »*, dans une résolution sur les politiques de croissance et d'emploi⁹. *« L'austérité pour l'austérité, des politiques punitives pour les peuples, conduisent à la montée des populismes et notamment à affaiblir les possibilités de retrouver de la croissance et de la compétitivité pour nos pays »*, avait expliqué le Premier ministre français (PS) Manuel Valls. Peu importe si la réalité de la pratique du chef du gouvernement français invalide, pour une bonne part, son propos.

Les mouvements au sein de la gauche réformiste sont propices, à l'instar de ce qui se produit au Portugal, à des rapprochements avec une gauche radicale, par nature opposée à l'austérité.

Mais anti-austérité ne signifie pas anticapitalisme

Cela étant, il faut se rappeler que le refus de l'austérité ne signifie pas refus du capitalisme. Ce glissement sémantique entre anticapitaliste vers l'anti-austérité est révélateur. L'anticapitalisme était l'exigence du partage des richesses qui se créent dans le secteur

⁸ Sudpresse, [Il y a une place pour une autre majorité](#), 9/10/2015

⁹ Public Sénat, [Les socio-démocrates européens contre une austérité suicidaire mais pour les compromis](#), 21/02/2015

productif. L'anti-austérité est le refus de partager la pauvreté qui se répand dans le secteur productif. Essentiellement, le camp du refus de l'austérité penche en faveur de plans de relance se réclamant des solutions de John Maynard Keynes. Celui-ci est aujourd'hui considéré comme un économiste de gauche. Non pas parce qu'il défend la valeur du travail, mais parce qu'il défend l'importance de l'État. Keynes, pour résoudre la crise des années trente aux États-Unis, avait proposé de relancer l'économie par la consommation, et la consommation par l'intervention publique. Mais Keynes n'a jamais refusé, en tant que telle, l'austérité. Il défend la thèse selon laquelle le budget de l'État doit être contra-cyclique, déficitaire en période de crise, mais aussi équilibré ou excédentaire en période d'expansion. Il déclare ainsi en 1937 : « *L'expansion, non la récession, est le bon moment pour l'austérité au Trésor* »¹⁰.

Rappelons aussi que Keynes, qui retrouve les faveurs de la gauche dans cette dernière période, ne s'intéresse pas au fonctionnement de la société dans son ensemble, contrairement à ses prédécesseurs de Smith à Marx, en passant par Ricardo. Il se situe clairement dans le cadre d'une société capitaliste qu'il n'entend pas changer. La conclusion de son ouvrage majeur ne laisse planer aucun doute : « *Le contrôle central nécessaire au plein-emploi implique, bien sûr, un accroissement important des fonctions traditionnelles du gouvernement. Mais il laisse de vastes prérogatives à l'initiative et à la responsabilité privée. En leurs seins, les avantages traditionnels de l'individualisme prévalent. Prenons le temps de nous remémorer ces avantages. Ils sont pour partie des avantages d'efficacité – ceux de la décentralisation et du jeu des intérêts personnels. Les avantages des décisions et responsabilités individuelles sont peut-être plus grands encore que ce que le XIX^{ème} siècle supposa : et la réaction contre l'appel des intérêts égoïstes est peut-être allé trop loin. Mais par-dessus tout, l'individualisme, purgé de ses excès, est le meilleur bouclier des libertés individuelles dans la mesure où, comparé à tout autre système, il agrandit considérablement le champ d'exercice du libre arbitre. [...] Bien que l'élargissement des fonctions du gouvernement, induit par la tâche d'ajuster la propension à consommer et l'incitation à investir, paraîtrait à un journaliste du XIX^{ème} siècle ou à un financier américain contemporain être une entorse terrible à l'individualisme, je le défends, tout au contraire, à la fois comme le seul moyen pratique de sauvegarder le système existant dans son intégralité et la condition du bon fonctionnement de l'initiative individuelle.* »¹¹

C'est d'ailleurs un des signes de la déshérence idéologique de la gauche que de se réfugier dans les bras d'un économiste dont les thèses sont également revenues d'actualité pour des analystes, dirigeants et « faiseurs d'opinion » qui entendent préserver le statu quo dans la question clé de la répartition des richesses. Ainsi, le magazine français *Challenges* relève

¹⁰ Contrepoints, [John Maynard Keynes contre le socialisme](#), 15/12/2012

¹¹ John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*

que, dans la querelle qui oppose les grandes écoles capitalistes de pensée – néoclassiques, schumpétériens, néoricardiens ou monétaristes –, les adeptes de Keynes ont repris le dessus. « *Indiscutablement, avec la crise, les keynésiens ont marqué des points*, souligne Daniel Cohen, professeur à l'Ecole normale supérieure. *Dans les années 1970, ils avaient subi une défaite face aux monétaristes, en ayant une mauvaise lecture de la crise de l'époque, la "stagflation". Aujourd'hui, les thèmes de Keynes reviennent en force, que ce soit les politiques budgétaires ou l'analyse de l'instabilité des marchés financiers.* » Après « *trente ans de néolibéralisme sous l'égide de l'école de Chicago et de Milton Friedman, le balancier revient du côté de l'interventionnisme public* »¹². Si les théories de Keynes ou de ses héritiers constituent une bienheureuse alternative aux politiques de dérégulation, elles n'ont aucun objectif en termes de redistribution de la richesse entre classes sociales, en termes de changement dans la répartition des pouvoirs et, donc, aucune visée anticapitaliste.

La gauche n'a pas le monopole de l'anti-austérité

De l'autre côté de l'échiquier politique, une partie de la droite et, surtout, l'extrême-droite ont, depuis quelques années, fait leur la dialectique de refus de l'austérité. En France, un petit tour sur le site du Front national permet de le vérifier. Marine Le Pen, présidente du parti d'extrême-droite, a accueilli la victoire du « Non » au référendum organisé par le premier ministre grec Alexis Tsipras par un appel à refuser « *l'eurostérité* ». Elle a déclaré : « *La victoire du Non au référendum grec ce soir est la victoire du peuple contre l'oligarchie de l'Union Européenne ! C'est un Non (...) de rébellion face aux diktats européens qui veulent imposer la monnaie unique à tout prix, via l'austérité la plus inhumaine et la plus contre-productive* »¹³.

En Scandinavie, les Démocrates de Suède, un parti de droite radicale héritier d'une formation néo-nazie, se positionne vent debout contre la réduction des déficits publics. Comme beaucoup d'états sociaux nordiques, la Suède a connu une forme de renversement depuis les années 1970, coïncidant avec la montée en puissance du néolibéralisme aux Etats-Unis et en Europe. Selon le chercheur Johannes Kananen, les élites politico-administratives des pays du Nord se sont toutes orientées vers la soumission au paradigme de « *l'État dans la compétition internationale* »¹⁴. Elle s'est traduite par la définition de

¹² Pierre-Henri de Menthon et Airy Routier, *Théories du bordel économique*, 2013

¹³ Front national, [réaction de Marine Le Pen à la victoire du Non en Grèce](#), 6/07/2015

¹⁴ Johannes Kananen, [The Nordic Welfare State in Three Eras. From Emancipation to Discipline](#), 2014

politiques sociales au niveau individuel et non plus collectif, l'abandon de politiques keynésiennes au profit de politiques pro-business, et surtout le passage des principes d'universalité, d'inclusion et de redistribution à ceux de sélectivité, de ciblage et d'incitation au travail. C'est dans ce contexte que la Démocrates de Suède ont obtenu, lors des élections législatives de septembre 2014, 49 sièges après une campagne liant défense de l'Etat-providence et l'arrêt de l'accueil des migrants, dans un exercice de « *chauvinisme social* » classique en Europe. Les Démocrates de Suède, comme leurs homologues français, se retrouvent dans le refus des « *diktats de Bruxelles* ».

Ces deux exemples témoignent d'une évolution du discours de l'extrême-droite en Europe, qui semble nouveau mais ne l'est pas. De fait, une frange importante de cette sensibilité politique, notamment celle se situant dans l'héritage direct du fascisme ou du phalangisme, a toujours été opposée au capitalisme. Même le mouvement national-socialiste allemand, dans sa lutte pour arriver au pouvoir, a défendu une dialectique anticapitaliste. Nombre d'historiens l'ont rappelé dont, dans une période récente, Zeev Sternhell. Il souligne : « *Le fascisme consiste en une idéologie de rupture qui se dresse contre le libéralisme et le marxisme, une troisième voie qui entend jeter les bases d'une nouvelle civilisation anti-individualiste, seule capable d'assurer la pérennité d'une collectivité humaine où seraient parfaitement intégrées toutes les couches et toutes les classes de la société.* »¹⁵

C'est dans ce contexte qu'il faut appréhender le Corporatisme dont Benito Mussolini pose les fondements politiques. Le Corporatisme fasciste est une théorie économique énoncée à la base de la Charte du Travail (1927) qui se présente comme une alternative hypothétique entre le capitalisme libéral et le communisme. L'État fasciste italien se donne, alors, pour fonction de réguler l'économie du pays et de faire passer « *l'intérêt national* » avant l'intérêt individuel, dans une tentative de « pacifier » le conflit entre Capital et Travail, au cœur d'une lutte des classes dont tous les avatars du fascisme continuent à nier l'existence. Benito Mussolini résume les choses lui-même : « *Notre système n'est ni le capitalisme d'État ni le collectivisme, mais une création intermédiaire. Je pense que l'ordre social prime l'ordre économique.* »¹⁶

Il ne faudrait pas croire que l'anticapitalisme réactionnaire, ou le refus de l'austérité, s'est éteint avec la disparition des régimes fascistes. Et que les discours du Front national comme des Démocrates Suédois (SD), pour ne citer qu'eux, ne procèdent que d'un ripolinage de façade. Certes, le FN ou les SD sont orientés vers la prise du pouvoir et, à ce titre, sont capables d'inclure des éléments de langage étrangers à leur tradition pour séduire une nouvelle frange de l'électorat. Mais le renouveau du discours anti-austéritaire et

¹⁵ Resistance.be, Entretien avec Zeev Sternhell, [Le Phénomène fasciste](#), 2000.

¹⁶ Benito Mussolini, *L'Economie fasciste*, citation tirée de *Rome après Moscou* (Plon, 1932) d'Émile Servan-Schreiber, La Nouvelle Revue d'Histoire (ISSN 1764-2019), n° 6, mai-juin 2003, p. 57

anticapitaliste dans le récit d'extrême-droite procède d'une longue maturation sur la base d'un vieux principe de l'extrême-droite : son obsession identitaire l'amène à penser que, en provoquant un affrontement entre des catégories jugées artificielles, les clivages de classe posés par les théories socialistes et capitalistes menaceraient la cohésion de la nation. La genèse idéologique de ce discours se trouve en France. Elle a été menée par la « nouvelle droite », dès les années 70, au travers du Groupe de recherches et d'études pour la civilisation européenne (GRECE) et du Club de l'Horloge. Alain de Benoist en est le principal idéologue. Il écrit : *« Ce qu'on appelle de nos jours "néolibéralisme" - généralement pour éviter d'avoir à parler de capitalisme - est, à bien des égards, une restauration du système capitaliste des origines dans ce qu'il a pu avoir de plus brutalement destructeur, la mise en concurrence des travailleurs sous l'effet du libre-échange mondial et de la mobilité complète des capitaux créant un surcroît de pression disciplinaire face auquel les syndicats, dont la marge de manœuvre continue à s'inscrire principalement dans le cadre national, sont aujourd'hui presque impuissants. Le capitalisme retrouve son caractère prédateur de l'époque de Thiers, de Guizot et de Mac-Mahon. »*¹⁷

La philosophie anticapitaliste de l'extrême-droite

Pour l'extrême-droite, ce qui définit l'organisation humaine, et donc le peuple, c'est une communauté d'histoire inscrite dans un territoire, une culture, voire une religion le tout forgeant une identité quand ce n'est pas une « race ». Pour faire accepter ce concept, l'extrême-droite a changé de discours en évoquant la défense de la « culture » européenne plutôt que celle de la « suprématie blanche ». Elle ne parle plus de racisme mais d'ethno-différencialisme. Le capitalisme, souvent taxé de « cosmopolite », fait forcément obstacle à l'établissement de ce cadre restrictif et excluant puisqu'il génère, quand il ne les suscite pas, des mouvements migratoires importants, lesquels vont, par nature, créer des métissages. Pour l'extrême-droite, il est essentiel de contrer les « dangers » du métissage résultant de ces mouvements de population. C'est pourquoi le GRECE et ses proches développent l'idée d'un « tiers-mondisme différentialiste », selon l'expression de Pierre-André Taguieff. L'objectif affiché demeure que les pays du Sud comme ceux du nord puissent sauvegarder leurs spécificités culturelles en évitant tout mélange de populations « incompatibles » et trouvent par ailleurs un modèle de développement économique en harmonie avec leurs fondements culturels. En même temps que violemment anticomunisme, dans les années 80-90, le GRECE critique de plus en plus violemment le libéralisme économique, allant

¹⁷ Alain de Benoist, préface à *Louis Alexandre et Jean Galié, Rébellion, l'Alternative socialiste révolutionnaire européenne*, Alexipharmaque, 2009

même jusqu'à le désigner comme son « ennemi principal »¹⁸. L'utilitarisme de la société de consommation, devenu un modèle unique de développement économique, constituerait selon les membres du GRECE une menace pour l'identité culturelle des peuples, en faisant de la « *valeur marchande l'instance souveraine de toute vie commune* ». Désormais affranchies de toute contrainte, les « pulsions individualistes et économicistes » déboucheraient sur une « concurrence généralisée » [ibid.], avec pour conséquence la désagrégation du lien social. Or, pour les tenants du GRECE, seules les communautés traditionnelles « enracinées » sont à même de réinstaurer une socialisation efficace en regroupant des individus issus d'une même origine culturelle, pour ne pas dire ethnique. Principe qui n'est finalement pas très éloigné des fondements de la loi d'un ordre naturel cher à l'extrême droite depuis ses origines¹⁹.

L'émiettement de la pensée aux sources de la confusion

C'est sur la base de l'existence d'un ennemi posé comme commun à l'extrême-droite et à la gauche que se nouent les potentialités de la confusion. Dès le début des années 90, Alain de Benoist a ainsi tenté de créer des passerelles entre sa sensibilité et le camp progressiste, notamment via sa revue *Krisis*, laquelle voit la participation de plumes de gauche dont celles de Jean-Luc Mélenchon²⁰, Régis Debray, Alain Bauer, Jacques Julliard... Plus récemment, Marine Le Pen, dans la même stratégie, a évoqué des « constats communs » avec le chef du Parti de gauche, notamment sur une condamnation des banques et de la finance à travers « l'affaire Kerviel ». Le rejet du système du capitalisme financier et de ses conséquences en termes d'organisation bancaire notamment est partagé bien au-delà des deux responsables politiques : Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. « *Le clivage ne passe plus entre droite et gauche, ou extrême droite et extrême gauche en la matière mais entre les responsables politiques qui cherchent à aménager (ou à réguler) plus ou moins les conditions de l'économie mondialisée contemporaine, et ceux qui en rejettent le principe même au nom de différentes conceptions idéologiques* », résume Laurent Bouvet, professeur en sciences politique et proche de la fondation Jean-Jaurès. Le déplacement du curseur, voici la clé de la confusion.

Ce déplacement est au cœur du projet développé par l'économiste Jacques Sapir qui s'est signalé récemment en proposant un « front de libération nationale » face à l'euro, qui

¹⁸ Alain de Benoist, 1999

¹⁹ Temps présents, *Le Tournant anti-capitaliste du Front National. Retour sur un renouveau idéologique des années 1990*, 25/04/2010

²⁰ *L'Europe et l'Amérique au miroir de Maastricht*, *Krisis* n° 13-14, avril 1993

inclurait le Front national. Il estime que le parti d'extrême-droite aurait changé suffisamment pour permettre, à terme, une alliance avec lui. Sapir estime, surtout, que « la question de l'euro va imposer des alliances qui vont transcender la distinction entre gauche et droite ». De facto, il juge inopérant le clivage entre gauche et droite. Ce faisant, il suit un chemin emprunté avant lui, sur le thème de la République, par Jean-Pierre Chevènement. Jacques Sapir profite de la montée des questionnements relatifs à la sortie de l'Europe, notamment au sein du Front de gauche. La tragédie grecque qui s'est déroulée sous nos yeux cet été, tragédie marquée par l'impuissance de la gauche, a fait resurgir ce vieux débat, qui a les allures d'un serpent de mer au sein de la gauche radicale. Pour Sapir, tout doit être vu sous l'angle de l'euro qui serait une fin en soi. Comme s'il était impossible, par nature, que la monnaie unique soit mise au service d'une politique d'investissements et de relance à l'échelle de l'Union européenne. Acter la pseudo centralité de l'euro, comme alpha et oméga du positionnement politique à venir, c'est tout simplement capituler en termes politiques, face à l'idéologie qui préside, dans l'état actuel du rapport de forces, aux politiques mises en œuvre par la Commission et la banque centrale européennes. De fait, Sapir est ce qu'il est : un économiste, et de la pire espèce. Il entend laisser croire que les instruments monétaires sont plus essentiels que la politique alors qu'ils n'en sont qu'un des outils et pas de la plus grande importance. Et ceci au profit d'une alliance hypothétique entre deux forces, par nature, antinomiques. L'émiettement de la pensée, à gauche, est une des raisons qui rendent possibles l'établissement des alliances prônées par Sapir. Cet émiettement, qui rend impossible la prise en compte de la réalité dans sa complexité et dans sa globalité, a ainsi poussé le groupuscule Riposte laïque, à l'origine composé de gens authentiquement de gauche, dans le camp des islamophobes, dans un premier temps, jusqu'à en faire aujourd'hui une composante de la nébuleuse d'extrême-droite.

Aujourd'hui, c'est sur la question de la souveraineté nationale, ou populaire, face à « l'Europe » que se noue la confusion politique. Certes, l'Union européenne est, dans sa construction politique actuelle – c'est-à-dire dans un rapport de forces donné – une machine politique à broyer les peuples. Le nier serait se voiler les yeux. Mais est-ce que le retour au cadre national et à la souveraineté nationale n'est pas une illusion mortifère de plus ? L'exemple grec aurait tendance à faire répondre par l'affirmative. Le gouvernement dirigé par Alexis Tsipras avec une majorité, certes relative, de députés issus de Syriza a montré que le cadre national n'est pas le lieu adéquat de la riposte à l'austérité imposée par la troïka composée de la Commission et de la Banque centrale européennes ainsi que du Fonds monétaire international. Ce n'est pas faute pour la gauche radicale au pouvoir d'avoir mené le débat devant les Grecs qu'elle a tenté, dans une démarche exemplaire de démocratie, d'associer aux décisions. Le référendum organisé début juillet par Alexis Tsipras et sa coalition a permis de mener un débat politique sur la question de l'acceptation des mesures

imposées par la *troïka*. On connaît le résultat : le « non » l'a emporté mais, comme les Grecs ne souhaitent pas la sortie de la zone euro, le couperet final est tombé. Alexis Tsipras a dû se soumettre à nouveau au verdict populaire en convoquant de nouvelles élections. Cet échec n'est pas celui d'un Tsipras soudain devenu « *traître à la cause* » mais bien l'échec de la voie nationale, dans la riposte aux politiques européennes d'austérité. C'est bien ce que Yanis Varoufakis, ex ministre grec des Finances, a analysé : « *Notre Printemps d'Athènes a été écrasé, comme le fut celui de Prague. Bien sûr pas par des tanks, mais par des banques. Comme Berthold Brecht l'a dit une fois "Pourquoi envoyer des assassins quand nous pouvons recourir à des huissiers?" Pourquoi faire un coup d'état quand vous pouvez envoyer le président de l'Eurogroupe dire, au nouveau ministre des finances d'un gouvernement fraîchement élu, trois jours après son entrée en fonction, qu'il a le choix entre le programme d'austérité antérieur qui a plongé son pays dans une énorme dépression, ou la fermeture de ses banques nationales ?* » ²¹

Il y a dans ce parallèle entre le printemps d'Athènes et le printemps de Prague, un triste constat : les peuples Grec et Tchèque ont été abandonnés à leur sort respectif. Chacun peut dire qu'il a initié, animé ou participé à une initiative de soutien au peuple grec en juillet, la réalité est cruelle : ces mobilisations n'ont eu aucun effet concret sur la ligne de la *troïka*. Et le gouvernement grec a dû concéder une redoutable défaite. La gauche radicale européenne en est, en partie, la première responsable. Les belles déclarations n'y changent rien, c'est l'approche politique qui est en cause. Le repli actuel sur la souveraineté nationale est un leurre tragique et criminel. Laisser à croire qu'un mouvement politique peut permettre de changer la donne dans le cadre de l'état nation est un mensonge. Ce projet c'est l'illusion du « *socialisme dans un seul pays* », défendu par Staline, théorisé par Boukharine et combattu par Trotsky et tous ses proches.

« Dès le début de la révolution, nous avons affirmé que le sort du prolétariat russe dépend complètement de la marche de la révolution prolétarienne en Occident... Nous entrons ainsi dans la phase de la révolution permanente... » (Piatakov)

« Le prolétariat russe ne pourra accomplir victorieusement, par ses seules forces, la révolution socialiste. Mais il peut... faciliter les choses pour l'entrée dans les luttes décisives de son allié principal, le plus sûr : le prolétariat socialiste européen et américain » (Lénine)

Dans ces deux extraits, remplaçons le mot « russe » par « grec » pour mettre à l'épreuve la vision développée par les deux praticiens du marxisme que sont Piatakov et Lénine.

Pour en revenir au temps d'aujourd'hui, d'aucuns diront qu'il fallait aller jusqu'au bout et sortir de l'euro voire de l'Europe. Ce virage est d'autant plus grave qu'il est déconnecté de la réalité politique. Pour prendre le seul cas de la France, le rapport des citoyens à l'Europe,

²¹ Yanis Varoufakis lors de la fête de la Rose de Frangy, 2015

pour ambigu qu'il soit, témoigne d'une adhésion à l'Union. Certes, 60 % des sondés sont pour une remise en cause des accords de Schengen mais 62 % estiment aussi que l'appartenance de la France à l'Union est une bonne chose. Outre le refus de la réalité contradictoire du peuple dont ils sont issus et qu'ils aspirent à représenter, les défenseurs français du tournant souverainiste méconnaissent l'état de leurs propres forces. *« Il n'est pas vrai que le cadre national de la lutte – par ailleurs décisif – est plus favorable que le cadre supranational. Les batailles que nous avons perdues l'ont été chez nous. L'esprit libéral a gagné les consciences en France. La difficulté à se sortir de l'étau du libéralisme et du social-libéralisme est la nôtre »*, rappelle justement Roger Martelli ²². C'est bien dans le cadre national que la gauche radicale a encaissé défaite après défaite, malgré la victoire en trompe-l'œil du « non » au Traité constitutionnel européen en 2005. C'est aussi par son incapacité à agir à l'échelle adéquate – celle de l'Europe plutôt que de l'hexagone - que la gauche française a fini par être battue sur son « non ». Tout comme la gauche irlandaise, soit dit en passant. Mais, plus grave, finalement, c'est que la gauche souverainiste européenne méconnaît la notion de rapport de forces et l'omet dans son analyse de la nature même de la construction européenne.

L'Europe au prisme de la dialectique

Que l'on soit europhile ou eurosceptique, chacun partage l'analyse selon laquelle la construction actuelle de l'Union européenne revêt toutes les allures d'un carcan des peuples ; d'un outil politique destiné, avant tout, à mettre en œuvre à marche forcée la dérégulation économique et sociale à l'échelle du continent. Depuis le début de la construction européenne, les faits sont là qui traduisent, dans le quotidien des habitants des pays membres, Europe par casse des acquis sociaux ; mise à bas de pans entiers de l'économie notamment industrielle ; libéralisation de secteurs conséquents des services publics nés, là encore, des luttes politiques et syndicales. La politique menée par la Banque centrale européenne, dite de « l'euro fort », contribue encore à accroître la pression sur le monde du travail. Les eurosceptiques expliquent que l'institution nommée Union européenne est responsable de cette politique et qu'elle serait, par nature, non réformable.

Cette vision des choses ne tient pas compte de plusieurs éléments politiques de fond. D'abord, le plus évident : la dynamique d'un rapport de forces n'est jamais définitive. Les forces de progrès semblent, à l'échelle du Continent, en recul. Le dimanche 25 octobre, les conservateurs l'ont emporté en Pologne, continuant de colorer en bleu la carte politique des pays membres de l'Union européenne. Ce fait permet de passer sous silence la montée des

²² Roger Martelli, [La nation contre l'Europe ou la tentation du grand contournement](#) dans Regards, 25/08/2015

forces qui portent une vision plus progressiste de la construction européenne. En Grèce, avec des contradictions ; en Espagne ; plus récemment au Portugal ... En Grande-Bretagne, nous l'avons déjà évoqué, le parti travailliste commence, depuis l'élection de Jeremy Corbyn, à opérer un virage stratégique sur le fond de son projet politique. Ces éléments mis bout à bout pourraient bien, à moyen terme, créer un autre rapport de forces de nature à influencer sur le contenu de la construction européenne parce qu'ils proposent une inversion du rapport des forces au sein de l'autre force capable d'accéder, à court terme, au pouvoir. L'appréciation du rapport des forces en évolution, sur des questions de fond, concourt à ouvrir des possibles dans la construction européenne. Qu'on ne s'y trompe pas : ces évolutions au sein du camp réformiste, pour balbutiantes qu'elles soient, sont aussi en résonance avec des mouvements plus souterrains au sein des citoyens d'Europe. Car la social-démocratie est aussi, comme tout appareil politique, une machine à gagner les élections. Et c'est parce que les attentes de l'électorat évoluent que cette composante va bouger sur ses propres lignes.

A ce stade de la réflexion, en toute logique, les eurosceptiques et les souverainistes objectent que les traités sont contraignants et qu'ils corsetteront, comme ils l'ont fait pour la Grèce, les politiques aussi alternatives soient-elles à l'actuel projet mis en œuvre par la Commission européenne. Outre que les traités sanctionnent un rapport des forces à un moment donné, ils revêtent aussi un caractère évolutif. Les conservateurs britanniques l'ont compris, qui entendent les renégocier pour détricoter les rares avancées en termes sociaux et de droits de l'Homme obtenus par les luttes politiques européennes. Ils le font sur la base de leurs intérêts nationaux tout comme Merkel veut figer les traités dans le marbre, en fonction des seuls intérêts du capitalisme allemand.

Dans ce contexte, une grande partie de la faiblesse de la gauche alternative demeure son incapacité à développer un projet politique proprement européen, qui soit porteur d'une alternative à la dérégulation et à l'austérité qui prévalent aujourd'hui et ce, à l'échelle du continent. Que ce soit le parti des socialistes européens ou le parti de la gauche européenne, ni l'un ni l'autre n'apparaissent capable de proposer une déclinaison par nations de leur programme politique. A contrario, les grandes options des deux forces politiques continentales de gauche ressemblent beaucoup à des compromis de bric et de broc basés sur des intérêts nationaux bien divergents. C'est à cette aune qu'il faut aussi analyser la défaite grecque face à la troïka européenne. D'une part, Syriza devait faire face à une contradiction insoluble : le peuple grec voulait à la fois refuser le mémorandum de la troïka et rester dans la zone euro, ce qui revient à vouloir manger le thon par les deux extrémités. D'autre part, le nez sur leurs intérêts nationaux, les différentes composantes de la gauche en Europe ont abandonné la Grèce, sans réfléchir un seul instant qu'ils pourraient être les prochains sur la liste. Le même scénario semble se reproduire en ce moment au Portugal.

Quoi que l'on pense du bonhomme, la proposition récente de Yanis Varoufakis d'un parti pan-européen inscrit dans l'Union européenne marque la prise en compte de ce constat d'échec des gauches en Europe et constitue la première esquisse pour en sortir par le haut. C'est bien à ce niveau-ci, d'une construction politique proprement européenne, ensuite déclinée au plus près des citoyens, que l'on peut espérer la modification en profondeur du projet politique de la Commission et de l'Union européennes. Et donc des traités qui organisent les deux entités. Certes, la Commission est non élue et donc n'a, censément, de compte à rendre à personne. Elle est néanmoins composée de personnalités choisies par les gouvernements, donc par les représentations politiques nationales, des pays qui la composent. Donc, oui, évidemment, la Commission européenne reflète aussi, voire même avant tout, la volonté des dirigeants nationaux des pays européens. Bien plus que l'expression d'un projet politique continental. Alors que David Cameron tente de renégocier, dans un contexte qui ne lui est pas forcément favorable, les conditions particulières dans laquelle l'adhésion de la Grande-Bretagne à l'Union européenne sont déterminées, chacun peut mesurer qu'un traité est tout sauf immuable.

Que l'on soit souverainiste ou europhile, chacun, à gauche, s'accorde à reconnaître un rôle prépondérant au peuple et à sa voix. Décréter qu'elle ne pourra jamais porter en Europe et donc modifier le rapport des forces politiques peut être compréhensible au regard des décennies passées. Oui, le peuple français a été privé de son « non » exprimé majoritairement un 29 mai 2005. Oui, les Irlandais et les Danois ont dû revoter mais ils l'ont fait en conscience. Encore faut-il l'admettre.